



M. Edouard Daladier prononçant son appel aux Français.

APPEL A LA FRANCE AVERTISSEMENTS A L'EUROPE

TROIS discours, qui ont eu l'importance d'actes.

Le plus récent est l'appel aux Français radiodiffusé par M. Daladier.

Le président du Conseil a fait le point de la situation intérieure et extérieure de la France :

« ... La défense nationale est un bloc. La force d'un pays ne s'affirme pas seulement par la puissance de ses armées, mais aussi par son travail, par la stabilité de sa monnaie et l'heureux état de ses finances... Tant que la situation internationale demeurera aussi délicate, il faut qu'on puisse travailler plus de quarante heures et jusqu'à quarante-huit heures dans les entreprises qui intéressent la défense nationale. Et il faut que sans formalités inutiles ni discussions interminables toute entreprise qui en a le besoin puisse disposer non plus de quarante heures de travail par semaine mais des heures nécessaires à son activité... Que tous les Français, faisant trêve à leurs divergences secondaires dans la situation présente de l'Europe et du monde, accomplissent l'effort que commande le salut de leur patrie. Remettons la France au travail et nous sauverons le franc et la paix. »

La déclaration dont ces quelques lignes donnent le ton général, si pleine d'un indiscutable bon sens, a produit sur l'immense majorité du public une impression de réconfort. Cependant ce pathétique appel au travail a eu sur-le-champ une répercussion : le ministre du Travail et le ministre des Travaux publics (M. Ramadier et M. Frossard) ont offert leur démission à leur président, M. Daladier, qui l'a acceptée et qui a remplacé les ministres défaillants, le second par M. de Monzie, et le premier par M. Pomaret.

Après cette manifestation, d'ordre national au premier chef passons aux deux autres manifestations, qui furent d'ordre véritablement international.

En effet, les dictatures dont le dynamisme inquiète les petites nations qui les avoisinent et aussi, naturellement, les deux grandes démocraties européennes, ont reçu, à huit jours d'intervalle, deux graves sujets de méditation sous la forme de ces discours du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et du président de la République des Etats-Unis que la presse des deux mondes a longuement commentés. On en peut dégager la conclusion

que les Etats-Unis ont, suivant l'expression de M. Winston Churchill, «... pendant qu'il en est encore temps, commencé d'exercer une pression en faveur du respect de la loi, du principe de liberté, en un mot de la paix... »

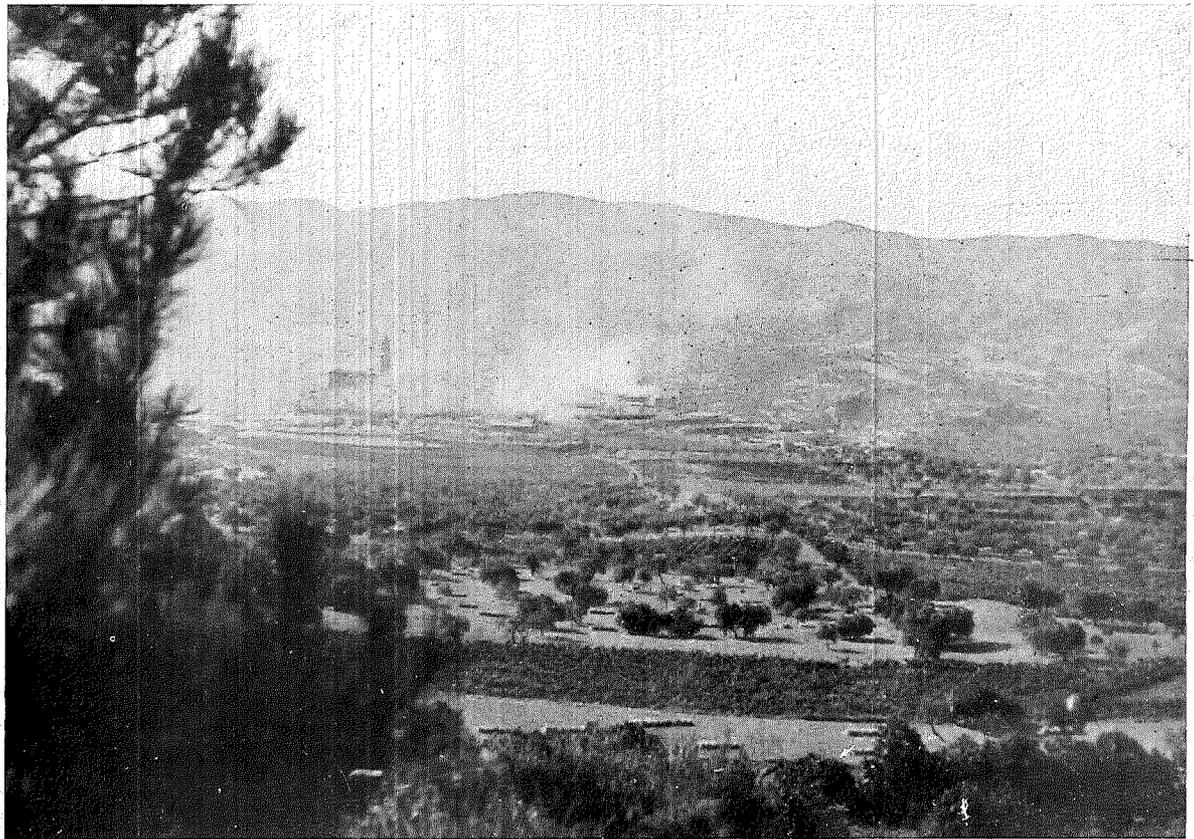
Prenons note de cet important événement en rappelant — comme vient de le faire M. W. Morton Fullerton dans les *Débats* — qu'un grand parlementaire français trop tôt disparu, le député Franklin-Bouillon, l'avait formellement prévu dès 1925. S'adressant, comme président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, aux deux cents membres du Club américain de Paris, il leur dit, entre autres choses, ceci : « A l'heure actuelle il n'est pas en Allemagne un seul homme qui respecte les frontières de son pays telles qu'elles ont été fixées par les traités. Parmi ces 70 millions d'hommes, il n'en est pas un seul qui ne soit prêt à modifier ces frontières par la force si cela peut se faire... Et vous ne

pourrez empêcher l'union de l'Autriche avec l'Allemagne. C'est une certitude. » Et il leur dit encore, avec la vigueur et l'originalité d'expression qui le caractérisaient : « Nous autres, Européens, nous vivons tous actuellement sous une paix qui s'appelle le traité de Versailles. Mais cette paix n'est pas autre chose qu'une paix américaine imposée à l'Europe... C'est une paix wilsonienne imposée à l'Europe, et cette paix wilsonienne, vous êtes les seuls à ne pas l'avoir reconnue... Cela m'oblige à vous dire que nous ne pouvons plus voir la paix régner dans le monde si l'Amérique reste éloignée des affaires de l'Europe. Vous ne pouvez échapper à votre responsabilité ! »

Cette responsabilité, sur laquelle Franklin-Bouillon projetait, il y a treize ans, ce rayon de saisissante clairvoyance, les Américains nous révèlent, par la voix de leurs deux premiers hommes d'Etat, qu'ils en ont pris conscience.



Les lignes de défense de Flix, dans le secteur de l'Ebre, enlevées par les gouvernementaux.



EN ESPAGNE, LA « BATAILLE DE L'EBRE » SE POURSUIT. — Corbera, à 2 kilomètres de Gandesa, où se livrent de violents combats.

La guerre d'Espagne se poursuit avec une intensité particulière dans ce secteur de l'Ebre, où les nationalistes s'efforcent de rejeter leurs adversaires de l'autre côté du fleuve et de recréer la poche qu'ils avaient occupée dans le front gouvernemental. En marge des combats, le gouvernement de Burgos a fait connaître sa réponse au projet du comité de non-intervention, réponse contenant d'importantes réserves et propositions nouvelles dont on ne peut encore prévoir les conséquences. — Photographies Marivo.

LE PLUS HAUT REFUGE DE L'EUROPE

Le nouveau refuge Vallot-Mont-Blanc, le plus haut refuge de l'Europe, devait être dimanche dernier l'objet d'une inauguration sensationnelle, car on avait prévu, d'abord, que trois ministres, MM. Chautemps, Jean Zay, Frossard la présideraient. Aux derniers jours, la présence du ministre de l'Education nationale fut seule assurée pour la cérémonie que, finalement, les mauvaises conditions atmosphériques empêchèrent d'avoir lieu à l'endroit même du refuge.

Le refuge Vallot-Mont-Blanc remplace celui qui avait été construit il y a soixante ans par Joseph Vallot. Exposé à Paris, en 1937, à l'annexe du Centre rural, il a été bâti grâce au Club alpin français sur les plans de l'ingénieur Paul Chevalier. Entièrement fait de duralumin, il se trouve sur un roc qui émerge du glacier à 4.362 mètres. Ses éléments ont été transportés depuis l'aiguille du Goûter à dos d'homme et il a été monté en dix jours sous la direction de l'ingénieur Eyglument. Du refuge Vallot-Mont-Blanc on gagne le sommet du mont Blanc en une heure.

La présence de ce refuge s'imposait à cause des violentes tempêtes qui sévissent dans cette région du mont Blanc. Désormais les alpinistes en difficulté pourront y trouver un abri sûr. Le cortège officiel qui devait monter dimanche jusqu'au Vallot aurait compté 51 personnes réparties en 15 cordées conduites par des guides du Club alpin. On dut se contenter, dans



La caravane redescendant vers le col de Voza : le second, en costume sombre, M. Jean Zay.

la pluie, la neige et le brouillard, de se réunir à la Tête-Rousse (3.157 mètres). Le ministre de l'Education nationale exalta l'une des plus heureuses initiatives du Club alpin et ce sport admirable qu'est l'alpinisme : « Sur son roc tourmenté, a dit le ministre, ce chalet est un témoignage de l'intrépidité française pour des milliers de voyageurs, il leur sera une commo-

dité précieuse ; pour quelques-uns, il sera le salut. Puisse, de cet observatoire incomparable, la vue qui s'étend sur la vallée prouver le spectacle de la paix, leçon de sérénité en même temps qu'une preuve émouvante que les constructions de la France s'élèvent sur toutes les routes, même audacieuses, qui conduisent à un effort ou à un idéal. »



Le mont Blanc dominant de ses 4.810 mètres l'arête rocheuse portant, 448 mètres plus bas (à 4.362 mètres), le nouveau refuge et, encore un peu plus bas, l'observatoire Vallot. — Phot. Hélios.